

F. 97 — 2154

[C - 97/31400]

**24 AVRIL 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale arrêtant le projet de plan régional de développement modifiant les dispositions indicatives du plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mars 1995 arrêtant le plan régional de développement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 décembre 1996 prorogeant les effets du premier plan régional de développement, en application de l'article 203, § 2, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 décembre 1996 décidant de la modification des dispositions indicatives du plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995;

Considérant qu'il apparaît dès à présent que des modifications doivent être apportées aux dispositions indicatives du plan régional de développement pour faciliter la mise en oeuvre de certains aspects de l'action gouvernementale;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des pouvoirs locaux, de l'emploi, du logement et des monuments et sites,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le projet de plan régional de développement modifiant les dispositions indicatives du plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est arrêté.

**Art. 2.** Les modifications apportées aux documents, à valeur indicative, intitulés « Lignes forces » et « Mise en oeuvre » du plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995 sont reprises à l'annexe du présent arrêté.

**Art. 3.** Le Ministre-Président, chargé des pouvoirs locaux, de l'emploi, du logement et des monuments et sites, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, Ministre des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre chargé de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,  
J. CHABERT

Le Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport,  
H. HASQUIN

Le Ministre chargé de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

R. GRIJP

Le Ministre chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique,

D. GOSUIN

N. 97 — 2154

[C - 97/31400]

**24 APRIL 1997. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan tot wijziging van de richtinggevende bepalingen van het gewestelijk ontwikkelingsplan dat op 3 maart 1995 werd vastgesteld**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 maart 1995 tot vaststelling van het gewestelijk ontwikkelingsplan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 december 1996 tot verlenging van de uitwerking van het eerste gewestelijk ontwikkelingsplan, met toepassing van artikel 203, § 2, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 december 1996 waarbij besloten wordt de richtinggevende bepalingen van het gewestelijk ontwikkelingsplan, vastgesteld op 3 maart 1995 te wijzigen;

Overwegende dat nu reeds blijkt dat er wijzigingen dienen te worden aangebracht in de richtinggevende bepalingen van het gewestelijk ontwikkelingsplan om de uitvoering van bepaalde aspecten van het regeringsbeleid te vergemakkelijken;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Besluit :

**Artikel 1.** Het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan tot wijziging van de richtinggevende bepalingen van het gewestelijk ontwikkelingsplan vastgesteld op 3 maart 1995 door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, wordt vastgesteld.

**Art. 2.** De wijzigingen aangebracht aan de documenten met richtinggevende waarde « Krachtlijnen » en « Uitvoering » genoemd van het gewestelijk ontwikkelingsplan vastgesteld op 3 maart 1995 worden vermeld in bijlage bij dit besluit.

**Art. 3.** De Minister-Voorzitter, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 april 1997.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, Minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister bevoegd voor Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,  
J. CHABERT

De Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,  
H. HASQUIN

De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

R. GRIJP

De Minister bevoegd voor Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 1997 arrêtant le projet de plan régional de développement modifiant les dispositions indicatives du plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995

A. Dans le document, à valeur indicative, intitulé « Lignes forces » du plan régional de développement, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le chapitre 1<sup>er</sup>, au point 1.1. intitulé « Pourquoi élaborer un PRD ? » :

a) l'alinéa 4 est supprimé;

b) le point 1.1. est complété comme suit :

« Afin de mettre en place le nouveau dispositif voulu par l'ordonnance organique, deux mesures ont été prises :

- le présent PRD intègre à titre exceptionnel et selon la possibilité offerte par l'article 17, 4° de l'ordonnance, un volet réglementaire relatif à l'affectation du sol : ce volet apporte un certain nombre de modifications au plan de secteur qui, pour le reste, est toujours d'application;

- les études sont lancées pour élaborer le plan régional d'affectation du sol (PRAS). Ce plan remplacera le plan de secteur et le volet réglementaire du PRD y sera transféré : une fois établi, le PRAS sera le seul plan réglementaire de référence au niveau régional.

Le PRD étant un plan qui traduit le projet politique d'une majorité, l'ordonnance prévoit que chaque nouveau Gouvernement élabore un tel plan; elle permet en outre que des modifications y soient apportées en cours de législation.

Le PRAS quant à lui, est un plan qui traduit l'affectation du sol de la Région à long terme. ».

2° dans le chapitre 1<sup>er</sup>, au point 1.3. intitulé « Comment le plan est-il élaboré ? », la 2<sup>ème</sup> phrase est remplacée par le texte suivant :

« Le PRD arrêté le 3 mars 1995 et prorogé dans ses effets en date du 19 décembre 1996 est donc le résultat d'un long processus de consultation et d'avis. En date du 24 avril 1997, le Gouvernement a arrêté un projet de plan modifiant les dispositions indicatives du PRD. ».

3° dans le chapitre 1, au point 1.4. intitulé « Quelle est l'autorité du plan régional de développement ? », l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante :

« Ces dispositions ont été arrêtées dans l'attente de l'élaboration du PRAS. Lors de l'adoption de ce dernier, les dispositions du volet réglementaire du PRD y seront transférées. ».

4° dans le chapitre 2, au point 2.1. intitulé « Une grande région comme la Région de Bruxelles-Capitale doit se donner un projet ambitieux et concret à long terme qui puisse répondre aux besoins et aux aspirations de ceux qui y vivent. » :

a) dans l'alinéa 3, il est inséré un tiret entre les 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tirets, rédigé comme suit :

« - le développement économique de la Région; »;

b) le 10<sup>ème</sup> et dernier tiret est remplacé par le texte suivant :

« - la concurrence entre régions, villes et la périphérie bruxelloise, et la difficile synthèse pour la Région de Bruxelles-Capitale entre l'ambition européenne et la qualité de la vie quotidienne. ».

5° dans le chapitre 2, au point 2.3. intitulé « Le projet de ville traduit cette volonté d'équilibre, de progrès et de solidarité », le 2<sup>ème</sup> tiret est remplacé par le texte suivant :

« - Promouvoir une économie saine et forte et piloter une croissance de l'emploi garantissant le progrès social et compatible avec la qualité de vie en ville. ».

6° dans le chapitre 3, au point 3.3. intitulé « La politique du logement vis-à-vis des ménages de profil socio-économique faible », à l'alinéa 4 (relatif à l'aide à la brique), il est ajouté un appel de note 23bis après les mots « charges d'urbanisme ». La note 23bis est libellée comme suit : « Les charges d'urbanisme peuvent être affectées à produire du logement assimilé au logement social, au logement à prix conventionné mis sur le marché, ou à la réfection et la création d'espaces publics. ».

7° dans le chapitre 3, au point 3.6. intitulé « Une gestion performante du logement existant », à l'alinéa 9 (relatif à l'entretien et la rénovation du parc), au deuxième tiret, il est ajouté un appel de note 31bis après les mots « charges d'urbanisme ». La note 31bis est libellée comme suit : « Les charges d'urbanisme peuvent être affectées à produire du logement assimilé au logement social, au logement à prix conventionné mis sur le marché, ou à la réfection et la création d'espaces publics. ».

Bijlage bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 1997 tot vaststelling van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan tot wijziging van de richtinggevende bepalingen van het gewestelijk ontwikkelingsplan dat op 3 maart 1995 werd vastgesteld

A. In het document met richtinggevende waarde waarvan de titel « Krachtlijnen » luidt en dat deel uitmaakt van het gewestelijk ontwikkelingsplan worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° hoofdstuk 1, punt 1.1. « Waarom een Gewestelijk Ontwikkelingsplan uitwerken ? » wordt gewijzigd als volgt :

a) het vierde lid wordt geschrapt;

b) punt 1.1. wordt aangevuld als volgt :

« Teneinde de door de organieke ordonnantie uitgewerkte nieuwe voorziening in te voeren, werden er twee maatregelen genomen :

uitgaande van de mogelijkheid die door artikel 17, 4°, van de ordonnantie wordt geboden en bij wijze van uitzondering, wordt er in dit GewOP een reglementair luik opgenomen betreffende de bodembestemming; dit luik brengt een aantal wijzigingen aan in het Gewestplan dat voor het overige nog steeds van toepassing is;

de studies werden aangevat voor de uitwerking van het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP). Dit GBP zal het Gewestplan vervangen en het reglementair luik van het GewOP zal erin worden opgenomen; eens dat het GBP uitgewerkt is, zal dit het enige verordenend referentieplan zijn in het Gewest.

Aangezien het GewOP het politieke project van een meerderheid vertaalt, bepaalt de ordonnantie dat iedere nieuwe Regering een dergelijk plan uitwerkt; ze maakt het daarenboven mogelijk wijzigingen aan te brengen gedurende de lopende regeertermijn.

Wat het GBP betreft, dit plan geeft een beeld van de bodembestemming in het Gewest op lange termijn. ».

2° hoofdstuk 1, punt 1.3. « Hoe wordt het plan uitgewerkt ? » : de tweede zin wordt vervangen door :

« Het GewOP dat op 3 maart 1995 werd vastgesteld en waarvan de werking op 19 december 1996 verlengd werd, is dus het resultaat van een langdurig proces van raadpleging en advies. Op 24 april 1997 heeft de Regering een ontwerp-plan goedgekeurd tot wijziging van de richtinggevende bepalingen van het GewOP. ».

3° hoofdstuk 1, punt 1.4. « De draagwijdte van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan » : het derde lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« Deze bepalingen werden vastgesteld in afwachting van de uitwerking van het GBP. Wanneer dit laatste wordt goedgekeurd, zullen de bepalingen van het verordenende luik van het GewOP erin worden opgenomen. ».

4° hoofdstuk 2, punt 2.1. « Het belang van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vereist een ambitieus en concreet project op lange termijn dat tegemoet kan komen aan de behoeften en de verzuchtingen van diegenen die er wonen » :

a) in het derde lid wordt tussen het eerste en het tweede gedachtenstreepje een nieuw gedachtenstreepje ingevoegd, luidend :

« - de economische ontwikkeling van het Gewest »;

b) het laatste streepje wordt vervangen door :

« - de concurrentie tussen de gewesten, de steden en de Brusselse rand en de delicate afstemming van de Europese verzuchtingen van het Gewest op de kwaliteit van het dagelijks leven. ».

5° hoofdstuk 2, punt 2.3. « Het stadsproject is de weergave van deze wil tot evenwicht, vooruitgang en solidariteit » : het tweede streepje wordt vervangen door de volgende tekst :

« - zorgen voor een krachtige en gezonde economie en een toename van de tewerkstelling om in te staan voor de sociale vooruitgang, verzoenbaar met de levenskwaliteit van de stad. ».

6° hoofdstuk 3, punt 3.3. « Het huisvestingsbeleid met betrekking tot de gezinnen met een laag sociaal-economisch profiel » : in het vierde lid (m.b.t. de steun voor woningproductie) wordt een verwijzing naar een voetnoot 23bis ingevoegd na de woorden « stedenbouwkundige lasten ». De tekst van deze voetnoot 23bis luidt : « De stedenbouwkundige lasten kunnen worden aangewend voor de productie van woningen die overeenstemmen met sociale woningen, met huisvesting die tegen geconventioneerde prijs op de markt gebracht wordt of met het herstellen of aanleggen van openbare ruimten. ».

7° hoofdstuk 3, punt 3.6. « Een efficiënt beheer van het bestaande woningenpark » : na het tweede streepje van het negende lid (m.b.t. het onderhoud en de renovatie van het park) wordt een verwijzing ingevoegd naar een voetnoot 31bis ingevoegd na de woorden « stedenbouwkundige lasten ». De tekst van deze voetnoot 31bis luidt : « De stedenbouwkundige lasten kunnen worden aangewend voor de productie van woningen die overeenstemmen met sociale woningen, met huisvesting die tegen geconventioneerde prijs op de markt gebracht wordt of met het herstellen of aanleggen van openbare ruimten. ».

8° dans le chapitre 3, au point 3.7. intitulé « Un espace de développement renforcé du logement », à l'alinéa 2, 2ème phrase, le mot « envahissement » est remplacé par le mot « encombrement ».

9° dans le chapitre 3., point 3.8. « Les propositions en matière d'attractivité résidentielles », le texte est complété par l'alinéa suivant :

« Un autre facteur pouvant jouer un rôle majeur dans la réussite de la politique en matière de logement est le développement d'une économie saine et forte, génératrice d'emplois urbains. L'accroissement du nombre d'emplois en ville fera en sorte que beaucoup voudront habiter plus près de leur lieu de travail et qu'ils s'installeront effectivement en Région de Bruxelles-Capitale. ».

10° dans le chapitre 4, au point 4.1.1. intitulé « Les grandes tendances », sous le titre intitulé « Le développement soutenu des activités tertiaires » :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par le texte suivant :

« Le secteur tertiaire constitue actuellement le point d'ancrage de l'économie bruxelloise et de l'emploi dans notre Région. Le secteur des services représente l'essentiel de la valeur ajoutée créée à Bruxelles et 87 % des personnes travaillant à Bruxelles sont occupées dans le secteur tertiaire. Le secteur tertiaire (notamment les services aux entreprises et les conséquences sectorielles de l'évolution du rôle international de Bruxelles) a d'ailleurs pris de plus en plus d'importance aux cours des dernières années et décennies. »;

b) dans l'alinéa 3, les mots « Ces tendances appellent la remarque suivante » sont remplacés par les mots « On a pu constater ces dernières décennies, les problèmes suivants : ».

11° dans le chapitre 4, au point 4.1.2. intitulé « Quelle place faut-il donner à l'industrie en ville ? », l'alinéa 4 est complété comme suit :

« La recherche industrielle de base est encouragée par des subventions en vue de renforcer le savoir-faire technologique et scientifique des entreprises tout en maintenant et en diversifiant l'activité économique industrielle en Région de Bruxelles-Capitale.

La Région de Bruxelles-Capitale veut également favoriser la création de nouvelles activités économiques ou renforcer des activités économiques existantes par l'octroi d'avances récupérables pour le développement de produits, de procédés ou de services nouveaux. Il s'agit de ce que l'on appelle l'aide aux prototypes.

Cette politique souligne la fonction de levier que remplit le secteur de la recherche et du développement dans l'économie bruxelloise.

Les projets européens en matière de recherche scientifique sont partiellement subventionnés par l'Union européenne. La Région de Bruxelles-Capitale octroie une aide financière complémentaire aux projets européens présentant un intérêt économique pour la Région. ».

12° dans le chapitre 4, au point 4.2. intitulé « Les perspectives d'emploi total de 1991 à 2005 : le scénario volontariste », à l'alinéa 5, le dernier tiret est remplacé comme suit :

« - La création d'emplois supplémentaires générée par l'hypothèse volontariste en matière de perspective de population à l'horizon 2005. L'addition de 51.800 habitants supplémentaires par rapport au scénario tendanciel induit quelque 8.300 emplois supplémentaires en raison de 16 emplois tertiaires par tranche de 100 habitants. Cet emploi orienté vers le marché urbain, comprend non seulement le commerce mais aussi l'enseignement, les services de santé, les services sociaux et culturels en forte expansion, les transports et le secteur Horeca. ».

13° dans le chapitre 4, au point 4.3. intitulé « Perspectives volontaristes d'évolution de l'emploi par groupe d'activités de 1991 à 2005 », à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3ème tiret et dans le tableau 4.3. « Evolution présumée de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale de 1991 à 1995 », le mot « induit(s) » est remplacé par les mots « orienté(s) vers le marché urbain ».

14° dans le chapitre 4, au point 4.5. intitulé « Les activités tertiaires et l'immobilier de bureaux » :

a) le titre est remplacé par le titre suivant : « Localisation des activités tertiaires »;

b) il est inséré un point 4.5.0. intitulé « Croissance du secteur tertiaire en Région de Bruxelles-Capitale. » avant le point 4.5.1. et rédigé comme suit :

« 4.5.0. Croissance du secteur tertiaire en Région de Bruxelles-Capitale.

La Région continuera à encourager le développement équilibré des activités tertiaires; cette priorité de la politique économique revêt des formes multiples. L'on continuera ainsi à encourager les entreprises (nationales et internationales) à implanter ou à maintenir leur quartier général dans la Région. Le développement d'un guichet central d'informations (ECOBRU) auquel les entreprises peuvent adresser

8° hoofdstuk 3, punt 3.7. « De ruimte voor een versterkte ontwikkeling van de huisvesting » : in de tweede zin van het tweede lid wordt het woord « overspoeling » vervangen door « overlast ».

9° hoofdstuk 3, punt 3.8. « Voorstellen om de residentiële aantrekkingskracht te bevorderen » : de tekst wordt aangevuld met een bijkomend lid, luidend :

« Een andere factor die een belangrijke rol kan spelen in een succesvol huisvestingsbeleid, is de uitbouw van een krachtige en gezonde economie, die werk creëert in de stad. Meer jobs in de stad heeft als gevolg dat de vele mensen die dicht bij hun werk willen wonen, ook daadwerkelijk hun intrek zullen nemen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. ».

10° hoofdstuk 4, punt 4.1.1. « De grote tendensen », onderafdeling « De gestage ontwikkeling van de tertiaire activiteiten » :

a) het eerste lid wordt vervangen door :

« De tertiaire sector vormt op dit ogenblik het ankerpunt van de Brusselse economie en tewerkstelling. De dienstensector staat in voor het grootste deel van de in Brussel gecreëerde toegevoegde waarde, en 87% van de mensen die in Brussel werken, hebben een baan in de tertiaire sector. De tertiaire sector (o.a. de diensten aan de bedrijven en de sectorale gevolgen van de evolutie van de internationale rol van Brussel) won in Brussel de laatste jaren en decennia steeds aan belang. ».

b) in het derde lid worden de woorden « Deze tendensen roepen evenwel onmiddellijk bepaalde bemerkingen op » worden vervangen door « We hebben de jongste jaren de volgende problemen kunnen vaststellen : ».

11° hoofdstuk 4, punt 4.1.2. « Welke plaats dient de industrie in de stad te bekleden ? » : het vierde lid wordt aangevuld als volgt :

« Het industrieel basisonderzoek wordt door middel van toelagen aangemoedigd ten einde de wetenschappelijke en technologische know-how van de ondernemingen te versterken en hierdoor de industriële en economische activiteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te bestendigen en te diversifiëren.

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wil men ook de oprichting van nieuwe economische activiteiten bevorderen of reeds bestaande economische activiteiten verstevigen door middel van toekenning van terugvorderbare voorschotten voor de ontwikkeling van nieuwe producten, procédés of diensten. Dit is de zogenaamde « prototypehulp ».

Dit beleid benadrukt de hefboomfunctie van Research and Development voor de Brusselse economie.

Europese projecten betreffende wetenschappelijk onderzoek worden deels gesubsidieerd door de Europese Gemeenschap. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geeft een bijkomende financiële steun aan de Europese projecten die ook een economisch belang hebben voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. ».

12° hoofdstuk 4, punt 4.2. « De vooruitzichten voor de evolutie van de tewerkstelling 1990-91 tot 2005 : het voluntaristisch scenario » : in het vijfde lid wordt het laatste gedachtenstreepje vervangen door de volgende tekst :

« - de bijkomende arbeidsplaatsen die gepaard gaan met de voluntaristische hypothese inzake vooruitzichten qua bevolkingstoename tegen het jaar 2005. De 51.800 bijkomende inwoners (verschil tussen het voluntaristisch en het tendensscenario) zouden, op basis van de verhouding van 16 tertiaire arbeidsplaatsen per 100 inwoners, 8 300 tertiaire arbeidsplaatsen scheppen. Deze geïnduceerde tewerkstelling omvat niet alleen de ondernemings- en handelssector, maar ook het onderwijs, de gezondheidsdiensten, de sociale en culturele diensten die een forse expansie kennen, het vervoer en de horeca-sector. ».

13° hoofdstuk 4, punt 4.3. « Voluntaristische vooruitzichten van de evolutie van de tewerkstelling per activiteitengroep van 1991 tot 2005 » : in het eerste lid, derde streepje, worden de woorden « in de tertiaire sector » aangevuld met « gericht op de stedelijke markt ». In de tabel 4.3 « Geraamde evolutie van de tewerkstelling in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 1991 tot 2005 », worden de woorden « afgeleide economische krachten » vervangen door « economische actoren gericht op de stedelijke markt ».

14° hoofdstuk 4, punt 4.5. « Het aanbod aan kantoorruimten door de omschakeling van woningen in kantoren » :

a) de titel verandert en wordt : « De lokalisatie van tertiaire activiteiten »;

b) vóór het punt 4.5.1. wordt er een punt 4.5.0. ingevoegd, met als titel « De groei van de tertiaire sector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest », en luidend :

« 4.5.0. De groei van de tertiaire sector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Gewest zal de evenwichtige ontwikkeling van de tertiaire activiteiten verder aanmoedigen; deze prioriteit van het economische beleid wordt geconcretiseerd in talrijke beleidsaspecten. Zo zal verder werk worden gemaakt van het behoud en het aantrekken van steeds meer headquarters van bedrijven (al dan niet buitenlandse bedrijven) naar het Gewest. De uitbouw van een centrale infodesk (ECOBRU)

toutes leurs questions sur les interventions publiques qui les concernent, fera de la Région un partenaire actif des entreprises implantées sur son territoire. Une politique adaptée visant à attirer des call centers (secteur à forte densité de main d'oeuvre par excellence) s'inscrit dans l'optique d'encourager l'implantation d'activités tertiaires à Bruxelles. La législation en matière d'expansion économique prévoit d'importants avantages pour les entreprises tant du secteur secondaire que tertiaire. Des acteurs économiques de premier plan tels que la Société régionale d'investissements de Bruxelles, la Société de développement régional pour Bruxelles, Technopole, Téléport et des centres d'entreprises tels que EEBIC et Euclides sont au service des entreprises bruxelloises. Les nouvelles entreprises et les entreprises désireuses de se développer sont assistées de manière effective dans le développement de leurs projets concrets. ».

15° dans le chapitre 4, au point 4.5.2. intitulé « L'offre d'espaces de bureaux dans d'anciens logements », à l'alinéa 3, la 1ère phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Cette mutation a souvent un effet négatif. ».

16° dans le chapitre 4, le point 4.5.4. intitulé « Les options » est complété comme suit :

« Une attention particulière doit néanmoins être portée à la réaffectation des hôtels de maître qui ainsi voient conserver leur intérêt architectural, et aux activités de proximité dont les professions libérales. ».

17° dans le chapitre 4, au point 4.5.7. intitulé « Les mesures d'accompagnement » :

a) l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3. :

« Les réglementations urbanistiques sont les instruments privilégiés de cette politique. On s'en référera au volet réglementaire du plan régional de développement, au futur plan régional d'affectation du sol et aux précisions que peuvent leur apporter les plans inférieurs. »;

b) l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les charges d'urbanisme<sup>46bis</sup> devront être modulées spatialement pour, elles aussi, répondre à cette exigence. ».

La note 46bis est libellée comme suit :

« Les charges d'urbanisme peuvent être affectées à produire du logement assimilé au logement social, au logement à prix conventionné mis sur le marché, ou à la réfection et la création d'espaces publics. ».

18° dans le chapitre 6, au point 6.1.1. intitulé « L'aménagement de l'espace public » :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « seront conformes » sont remplacés par les mots « s'inspireront »;

b) l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les principes suivants seront respectés :

- la publicité de grande dimension sera évitée dans les espaces structurants sauf si des éléments objectifs justifient le placement de tels dispositifs;

- les dispositifs de grande dimension tels que panneaux d'affichage, dispositifs de type « trivision » et autres procédés qui permettent de multiplier les messages publicitaires sont interdits sur les façades des immeubles occupés ou non-occupés, les ouvrages d'art et limités sur l'espace public;

- les supports publicitaires apposés sur le mobilier urbain sont limités. ».

19° dans le chapitre 6, au point 6.1.3. intitulé « Les espaces structurants prioritaires »;

l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit : « ; les investissements seront orientés à cet effet, sauf en cas d'urgence décelée sur d'autres espaces publics, vers la réfection des espaces structurants prioritaires. ».

20° dans le chapitre 6, au point 6.2.1. intitulé « Les patrimoines » :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup> sous le titre « Les ensembles architecturaux », les mots « Cet encart comprend » sont remplacés par les mots « Les périmètres d'intérêt culturel, historique ou esthétique ou d'embellissement recouvrent »;

b) le point 6.2.1. est complété par un 4ème tiret intitulé « - La gestion du patrimoine protégé » et rédigé comme suit :

« - La gestion du patrimoine protégé ».

La poursuite de la politique de protection, via le classement, la sauvegarde et l'inscription à l'inventaire, nécessite une approche complémentaire pour stimuler l'investissement, en vue de favoriser l'entretien et la restauration des biens protégés. La subsidiarité des

waar de bedrijven terecht kunnen met al hun vragen m.b.t. het overheidsoptreden dat hen aanbelangt, maakt van het Gewest een actieve partner van de bedrijven die er gevestigd zijn. Ook een aangepast beleid inzake het aantrekken van call centra (een bij uitstek arbeidsintensieve sector) past in de optiek om tertiaire activiteiten naar Brussel te halen. De economische expansiewetgeving houdt belangrijke voordelen in, zowel voor bedrijven uit de secundaire als uit de tertiaire sector. Belangrijke economische actoren zoals de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel, de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Brussel, Technopol, Teleport en bedrievcentra zoals EEBIC en Euclides staan ten dienste van het Brusselse bedrijfsleven. Starters en groeigerichte ondernemingen worden in de uitbouw van hun concrete projecten daadwerkelijk bijgestaan. ».

15° hoofdstuk 4, punt 4.5.2. « Het aanbod aan kantoorruimten door de omschakeling van woningen in kantoren » : de eerste zin van het derde lid wordt vervangen door :

« Deze omschakeling heeft vaak een negatief effect. ».

16° hoofdstuk 4, punt 4.5.4. « De opties » : dit punt wordt aangevuld als volgt :

« Bijzondere aandacht moet evenwel worden besteed aan de herbestemming van de herenhuizen die aldus hun architectonische waarde beschermd zien, en aan de buurtactiviteiten waaronder de vrije beroepen. ».

17° hoofdstuk 4, punt 4.5.7. « De begeleidingsmaatregelen » :

a) tussen het tweede en het derde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend :

« De stedenbouwkundige reglementeringen zijn de bevoorrechte instrumenten van dit beleid. Er wordt verwezen naar het verordenend luik van het GewOP, naar het toekomstig G.B.P. en naar de verduidelijkingen die de lagere plannen kunnen brengen. »;

b) het derde lid wordt vervangen door :

« De stedenbouwkundige lasten<sup>46bis</sup> zullen in de ruimte moeten worden aangepast opdat zij ook aan deze voorwaarde voldoen. ».

De tekst van voetnoot 46bis luidt :

« De stedenbouwkundige lasten kunnen worden aangewend voor de productie van woningen die overeenstemmen met sociale woningen, met huisvesting die tegen geconventioneerde prijs op de markt gebracht wordt of met het herstellen of aanleggen van openbare ruimten. ».

18° hoofdstuk 6, punt 6.1.1. « Aanleg van de openbare ruimte » :

a) in het eerste lid worden de woorden « moeten conform de aanbevelingen zijn » vervangen worden door « zullen zich baseren op de aanbevelingen ».

b) het derde lid wordt vervangen als volgt :

« De volgende beginselen zullen worden nageleefd :

- omvangrijke reclame zal vermeden worden in de structurerende ruimten, behalve wanneer objectieve elementen de plaatsing van dergelijke inrichtingen rechtvaardigen;

de omvangrijke inrichtingen zoals aanplakborden, de inrichtingen met drie zijden en andere middelen waardoor meer reclameboodschappen verschijnen, zijn verboden op de voorgevels van al dan niet bezette gebouwen evenals, op de kunstwerken en worden beperkt tot de openbare ruimte;

de reclamedragers die worden aangebracht op het stadsmeubilair zijn beperkt. ».

19° hoofdstuk 6, punt 6.1.3. « De prioritair structurerende ruimten » :

het eerste lid wordt als volgt aangevuld : « De investeringen zullen met dit doel, behalve in geval van hoogdringendheid opgemerkt in andere openbare ruimten, worden gericht op het herstel van de prioritair structurerende ruimten. ».

20° hoofdstuk 6, punt 6.2.1. « Het patrimonium » :

a) in het eerste lid onder de titel « Het architecturaal patrimonium » worden de woorden « Deze kaart omvat » vervangen door « De perimeters van culturele, historische of esthetische waarde of voor stadsverfraaiing omvatten »;

b) het punt 6.2.1. wordt aangevuld met een vierde onderverdeling, met als titel « Het beheer van het beschermde patrimonium », en luidend :

« Het beheer van het beschermde patrimonium »

De verderzetting van het beschermingsbeleid via de bescherming, de bewaring en de inschrijving op de inventarislijst vereist een nieuwe benadering om de investeringen te stimuleren voor het onderhoud en de restauratie van deze goederen. De subsidiëring van de openbare of

opérations publiques ou privées prendra en compte la nécessité d'un usage dynamique et approprié de ces biens, dans le respect de leurs caractéristiques. En particulier, un effort important s'impose pour la part non négligeable de ces biens qui sont totalement ou partiellement inoccupés. ».

21° dans le chapitre 7, dans l'introduction, au dernier alinéa, la 1ère phrase est complétée comme suit :

« , ainsi que des services et équipements sociaux. ».

22° dans le chapitre 7, au point 7.1.3. intitulé « Formation », sous le titre « L'insertion socio-professionnelle » :

a) l'alinéa 3 est complété comme suit :

« Ces actions sont articulées avec celles des centres d'éducation et de formation en alternance (CEFA). »;

b) l'alinéa 5 est remplacé par l'alinéa suivant :

« En ce qui concerne l'insertion socio-professionnelle, le plan d'action s'inscrit du côté francophone dans le cadre du décret du 27 avril 1995; du côté néerlandophone il s'inscrit dans le cadre du VDAB.

Ce plan d'action s'articule en quatre phases : l'accueil et la remobilisation, la formation pré-qualifiante, la formation qualifiante, l'insertion à l'emploi. ».

23° dans le chapitre 7, au point 7.2. intitulé « Le développement local à l'appui de l'équilibre social dans la Région », à l'alinéa 5, un tiret rédigé comme suit est inséré entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> tiret :

« - la nécessité de conforter ou de développer les secteurs d'utilité sociale, écologique ou territoriale; ».

24° le chapitre 7, est complété par un point 7.3. intitulé « Renforcer l'accueil de première ligne et coordonner les approches des acteurs » et rédigé comme suit :

« 7.3. Renforcer l'accueil de première ligne et coordonner les approches des acteurs ».

Les enquêtes, notamment celle relative à l'optimisation des services et équipements sociaux relevant de la compétence de la Commission communautaire française (établie par la Fondation Roi Baudouin en décembre 1996), mettent en évidence la relative dispersion de l'accueil de première ligne offert par de nombreux organismes et associations (« chacun a tendance à tout vouloir offrir ») et partant l'insuffisance de coordination entre ceux-ci.

Relevant de multiples secteurs d'intervention, pour une part desquels les instances régionales sont devenues compétentes suite aux dernières réformes institutionnelles, ces acteurs ont peu le réflexe de partager des savoirs, d'échanger les expériences, et moins encore celui d'organiser entre eux un véritable « chaînage » des services à la population.

La crise sociale (augmentation des minimex, des ruptures familiales, etc.) accroissant la demande latente ou exprimée, une meilleure adéquation entre offre et demande doit être réalisée.

Dès lors, les actions de la Commission communautaire française prendront en compte la nécessité :

- d'organiser une observation continue de la demande;

- d'assurer une coordination des services et des équipements au plan local et de veiller à ce que cette coordination dans les quartiers en difficultés soit organisée à partir des CPAS, et puisse, le cas échéant, utilement s'appuyer sur un plan d'action pluriannuel négocié entre l'ensemble des intervenants et des pouvoirs subsidiaires;

- d'établir des lieux d'accueil de première ligne à partir desquels l'offre s'établit en arborescence vers les services plus spécialisés;

- d'établir des coopérations entre pouvoirs subsidiaires des différents niveaux institutionnels, notamment par voie de délégations ou de droits de tirage, à l'effet de renforcer la synergie et la cohérence des intervenants dont l'action émerge à plusieurs de ces niveaux.

Pour accroître l'impact et la portée des impulsions de développement urbain social à l'échelon local, la politique de la Commission communautaire flamande soutiendra les initiatives de développement urbain social développées dans le cadre du « Sociaal Impuls fonds » (SIF).

Les plans d'action annuels décidés en application du « SIF » tendent à rétablir la qualité du cadre de vie et de l'environnement dans les quartiers défavorisés et à lutter contre la pauvreté.

Ici aussi, la priorité absolue sera d'établir et de renforcer la coopération et la coordination avec les autres acteurs au niveau local. ».

25° dans le chapitre 8, au point 2. intitulé « Les politiques de prévention », sous le titre « urbanisme. », à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 2e tiret est complété comme suit : « et à l'illumination commerciale particulièrement pour les grands axes commerciaux; ».

private acties zal rekening houden met de noodzaak aan een dynamische en aangepaste aanwending van deze goederen, met inachtneming van hun kenmerken. Er is een belangrijke inspanning nodig, in het bijzonder voor het gedeelte van de beschermde goederen die geheel of gedeeltelijk onbewoond zijn en dat niet te verwaarlozen is. ».

21° hoofdstuk 7, inleiding, laatste lid : de eerste zin wordt aangevuld als volgt :

« ... alsook de sociale diensten en uitrustingen ».

22° hoofdstuk 7, punt 7.1.3. « Vorming », onderafdeling « De socio-professionele inschakeling » :

a) het derde lid wordt aangevuld als volgt :

« Deze acties worden afgestemd op deze van de centra voor deeltijds leren. »;

b) het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

« Wat de socio-professionele inschakeling betreft, kadert het actieplan langs Franstalige zijde in het decreet van 27 april 1995; langs Nederlandstalige kadert het in het actieplan van de VDAB.

Dit actieplan bestaat uit vier fases : onthaal en hermobilisering, prekwalificerende opleiding, kwalificerende opleiding en beroepsinschakeling. ».

23° hoofdstuk 7, punt 7.2. « De plaatselijke ontwikkeling ter bevordering van het sociaal evenwicht van het Gewest » : in het vijfde lid wordt tussen het eerste en het tweede streepje een nieuw streepje ingevoegd, luidend :

« - de noodzaak om de sectoren van sociaal, ecologisch of territoriaal nut te versterken of te ontwikkelen; ».

24° hoofdstuk 7 wordt aangevuld met een punt 7.3., met als titel « De eerste-lijnopvang versterken en de benadering van de actoren coördineren », en luidend :

« 7.3. De eerste-lijnopvang versterken en de benadering van de actoren coördineren ».

De onderzoeken, in het bijzonder dit betreffende de optimalisering van de sociale diensten en uitrustingen die tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie behoren (verricht door de Koning Boudewijnstichting in december 1996), leggen de nadruk op de relatieve verspreiding van de eerste-lijnopvang aangeboden door vele instellingen en verenigingen (« iedereen is geneigd alles aan te bieden ») en op het daaruit voortvloeiende gebrek aan coördinatie.

Deze actoren, die afhangen van vele interventiesectoren, waarvoor de gewestelijke instanties gedeeltelijk bevoegd zijn geworden ten gevolge van de laatste institutionele hervormingen, zijn slechts matig geneigd hun kennis te delen, hun ervaringen uit te wisselen en, meer nog, om onderling een « ketting » te organiseren van diensten aan de bevolking.

Aangezien met de sociale crisis (toename van het aantal bestaansminimumtrekkers, ontwrichte gezinnen, enz.) de latente of expliciete vraag toeneemt, zal een betere afstemming van het aanbod op de vraag worden bereikt.

Bijgevolg zullen de acties van de Franse Gemeenschapscommissie rekening houden met de nood aan :

een doorlopende follow-up van de vraag;

een coördinatie van de diensten en uitrustingen op plaatselijk vlak; zij zal erover waken dat deze coördinatie in de kwetsbare wijken door de OCMW's georganiseerd wordt en dat de coördinatie, in voorkomend geval, zou kunnen steunen op een meerjarig actieplan opgesteld na onderhandelingen tussen de betrokken partijen en de subsidiërende overheden;

de inrichting van lokalen voor eerste-lijnopvang van waaruit het aanbod via een boomstructuur wordt verfijnd tot de meest gespecialiseerde diensten;

het opstarten van samenwerkingsverbanden tussen de subsidiërende overheden van de verschillende institutionele niveaus, in het bijzonder door delegering of door trekkingsrechten, zodat de synergie en de samenhang wordt verhoogd tussen de betrokken partijen waarvan de acties meerdere niveaus bestrijken.

Om de impact en de slagkracht van de impuls met betrekking tot een lokale sociale stadsontwikkeling te vergroten, zal de Vlaamse Gemeenschapscommissie haar steun verlenen aan de initiatieven voor sociale stadsontwikkeling die worden ontwikkeld in het kader van het Sociaal Impulsfonds (S.I.F.).

De jaarlijkse actieplannen in uitvoering van het Sociaal Impulsfonds zijn gericht op het herstel van de leef- en omgevingskwaliteit van de achtergestelde buurten en op de bestrijding van de kansarmoede.

Ook hier zal de samenwerking en coördinatie met andere actoren op het lokale terrein een absolute prioriteit vormen en verder worden ontwikkeld. ».

25° hoofdstuk 8, punt 8.2. « De preventieve beleidsvoering » : in de onderafdeling « De Stedebouw », wordt het tweede streepje van het eerste lid aangevuld met de woorden : « en de commerciële verlichting, meer in het bijzonder voor de grote commerciële assen; ».

26° dans le chapitre 9, au point 9.1.1. intitulé « La localisation du commerce et des services à la population, éléments essentiels de l'attractivité de la ville » :

a) dans le texte néerlandais, dans le titre, les mots « van het dienstbetoon » sont remplacés par les mots « van de diensten »;

b) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots « ainsi que des navetteurs. »;

c) à l'alinéa 3, le 1<sup>er</sup> tiret est complété par les mots « notamment pour ceux situés en centre ville; »;

d) à l'alinéa 3, le 3<sup>e</sup> tiret est complété par les mots « notamment liée à la diversité des commerces et à la présence de commerces de proximité; »;

e), sous le titre « les noyaux commerciaux », à l'alinéa 1<sup>er</sup>, au 1<sup>er</sup> tiret : les mots « diminution de son revenu moyen » sont remplacés par les mots :

« diminution relative de son revenu moyen ».

27° dans le chapitre 9, au point 9.1.2. intitulé « Les options », à l'alinéa 3, le tiret suivant est inséré entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup>me tiret :

« - l'éclairage public et l'illumination commerciale; ».

28° dans le chapitre 9, au point 9.1.2.1. intitulé « Une structure spatiale forte des noyaux de commerces et de services », l'alinéa 1<sup>er</sup> (relatif aux options dans le centre) est complété par un 4<sup>e</sup>me tiret rédigé comme suit :

« - l'aménagement de voiries permettant la circulation de modes de déplacement mixtes (de type semi-piétonnier) ».

29° dans le chapitre 9, au point 9.1.2.2. intitulé « Aider le commerce à se renforcer » :

a) au 1<sup>er</sup> tiret, la 2<sup>e</sup> phrase « Un livre blanc sera régulièrement publié sur la question » est remplacée par « Un observatoire du commerce sera mis sur pied à cette fin. »;

b) le 2<sup>e</sup> tiret est complété par les mots « ...et les mesures devant permettre de lutter contre la vacance commerciale. »;

c) au 4<sup>e</sup> tiret, les phrases suivantes sont insérées avant la 1<sup>re</sup> phrase :

« Une attention particulière sera apportée à faciliter l'accès des chalands aux commerces, à améliorer la signalisation des parkings, à augmenter le confort des chalands dans les aménagements de voiries. Cette accessibilité devra tenir compte des différents modes de déplacements utilisés par les chalands. ».

Une politique de stationnement favorisant le parking de courte durée en surface sera mise en place pour favoriser la rotation. »;

d) le point est complété par un 7<sup>e</sup>me tiret rédigé comme suit :

« - La diversité des commerces, élément d'attractivité de la ville, sera encouragée. Une attention particulière sera apportée au maintien et au développement des commerces de proximité qui constituent des « pôles de vie urbains » dans la ville, ceux-ci participant à l'amélioration de l'habitabilité des quartiers. ».

30° dans le chapitre 10, dans le point 10.1.3. intitulé « L'énergie », l'alinéa suivant est inséré avant le 1<sup>er</sup> alinéa :

« Si l'utilisation d'énergie est le signe d'une activité humaine et économique florissante, cette consommation entraîne de nombreux problèmes tels que la pollution atmosphérique causée par le trafic routier et le chauffage des habitations. Cette pollution n'est pas sans conséquence pour la santé des habitants et provoque une détérioration du patrimoine. ».

31° dans le chapitre 10, au point 10.2.1. « L'énergie », sous le titre « Les options », l'alinéa suivant est inséré avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« Dans sa politique énergétique, la Région prônera une utilisation rationnelle de l'énergie qui devra tenir compte des objectifs typiquement urbains. ».

32° dans le chapitre 11, le point 11.1. intitulé « Nécessité d'inscrire la dimension culturelle dans le projet urbain de la Région » est complété par l'alinéa suivant :

« Enfin, il va de soi qu'un renforcement de l'activité et de l'industrie culturelles à Bruxelles aura un effet dynamisant notamment au plan socio-économique, le lien entre économie et culture devenant de plus en plus étroit. ».

33° dans le chapitre 11, le point 11.4. intitulé « Région-Europe », l'alinéa 2 est complété par les mots suivants : « notamment au niveau socio-économique. ».

34° dans le chapitre 11, au point 11.5. intitulé « Insérer la dimension culturelle dans la politique urbaine », à l'alinéa 3, au 2<sup>e</sup>me tiret, le mot « systématiquement » est remplacé par les mots « lorsque c'est possible ».

26° hoofdstuk 9, punt 9.1.1. « De lokalisatie van de kleinhandel en van het dienstbetoon aan de bevolking zijn van essentieel belang voor de aantrekkingskracht van de stad » :

a) in de titel, worden de woorden « van het dienstbetoon » vervangen door de woorden « van de diensten »;

b) het einde van het eerste lid wordt gewijzigd als volgt : « (...) haar inwoners, de bevolking uit het hinterland en de pendelaars. »;

c) in het derde lid wordt het eerste streepje aangevuld met de woorden : « onder meer die in het stadscentrum; »;

d) in het derde lid wordt het derde streepje aangevuld met de woorden : « onder meer gekoppeld aan de verscheidenheid aan handelszaken en aan de aanwezigheid van buurtwinkels; »;

e) in de onderafdeling « De handelscentra » wordt in het eerste lid het eerste streepje als volgt herschreven :

« - de vermindering van het aantal inwoners en de relatieve vermindering van hun gemiddeld inkomen, waardoor de koopkracht afgeremd is, vooral in het centrum; ».

27° hoofdstuk 9, punt 9.1.2. « Opties » : in het derde lid wordt tussen het eerste en het tweede streepje een nieuw streepje ingevoegd, luidend :

« - de openbare verlichting en de commerciële verlichting; ».

28° hoofdstuk 9, punt 9.1.2.1. « Een sterke ruimtelijke structuur voor de handels- en dienstcentra » : het eerste lid (m.b.t. de opties in het centrum) wordt aangevuld met een vierde streepje, luidend :

« - de aanleg van wegen die gemengde vervoermiddelen (semi-voetgangersverkeer) mogelijk maken. ».

29° hoofdstuk 9, punt 9.1.2.2. « De handel steunen » :

a) in het eerste streepje wordt de zin « Er zal in dat verband regelmatig een witboek uitgegeven worden » vervangen door « Een overzicht van de handelsactiviteiten zal daartoe worden opgericht; »;

b) het tweede streepje wordt aangevuld als volgt : « (...) en de maatregelen vaststellen die de leegstand van handelszaken moeten helpen bestrijden; »;

c) in het vierde streepje worden vóór de eerste zin de volgende zinnen ingevoegd :

« Bijzondere aandacht zal worden besteed aan het vergemakkelijken van de toegang van de cliënteel tot de handelszaken, de verbetering van de signalisatie van de parkeerterreinen, de verhoging van het comfort van de cliënteel bij de aanleg van wegen. Wat die toegankelijkheid betreft, zal er rekening moeten worden gehouden met de verschillende vervoermiddelen van de cliënteel. ».

Er zal een parkeerbeleid worden gevoerd dat het bovengronds parkeren van korte duur aanmoedigt, zodat de rotatie in winkelstraten bevorderd wordt. »;

d) dit punt wordt aangevuld met een zevende streepje, luidend :

« De verscheidenheid aan handelszaken, die bijdragen tot de aantrekkingskracht van de stad, zal worden bevorderd. Er zal speciale aandacht worden besteed aan het behoud en de ontwikkeling van buurtwinkels, die « polen van het stadsleven » vormen, daar deze bijdragen tot de verbetering van het woonklimaat in de wijken. ».

30° hoofdstuk 10, punt 10.1.3. « De Energie » : volgend lid wordt ingelast vóór het eerste lid :

« Indien de aanwending van energie op een bloeiende menselijke en economische activiteit wijst, brengt het verbruik ervan tal van problemen mee, zoals de luchtverontreiniging door het verkeer en de huisverwarming. Deze bezoedeling heeft uiteraard gevolgen voor de gezondheid van de inwoners, ze is tevens ook de oorzaak van de aftakeling van het patrimonium. ».

31° hoofdstuk 10, punt 10.2.1. « De Energie » : onder subtitel « De opties » wordt volgend lid ingelast vóór het eerste lid :

« Wat het energiebeleid betreft, zal het Gewest een rationeel energieverbruik aanbevelen dat rekening zal moeten houden met de typische stedelijke doelstellingen. ».

32° hoofdstuk 11, punt 11.1 « De noodzaak om de culturele dimensie in het stadsproject op te nemen » : dit punt wordt aangevuld met een bijkomend lid, luidend :

« Ten slotte spreekt het voor zich dat een versterkte culturele bedrijvigheid en culturele industrie in Brussel een dynamiserend effect zal hebben op o.a. economisch en sociaal vlak aangezien de band tussen cultuur en economie steeds nauwer wordt. ».

33° hoofdstuk 11, punt 11.4 « Gewest - Europa » : het tweede lid wordt aangevuld met de woorden « o.a. op economisch en sociaal vlak. ».

34° hoofdstuk 11, punt 11.5 « De culturele dimensie in het stedelijk beleid opnemen » : in het tweede streepje van het derde lid wordt het woord « systematisch » vervangen door « wanneer mogelijk ».

35° dans le chapitre 13, au point 13.1. intitulé « Les objectifs de la politique de mobilité » :

a) l'alinéa 7 (fonction de séjour) est complété par le tiret suivant :

« - la facilité d'accès aux activités de proximité. »;

b) l'alinéa 13 est complété comme suit :

« Une réflexion sera menée afin de rationaliser la gestion des voiries. A cet effet, un transfert de certaines voiries des communes vers la Région et vice versa pourra être réalisé. »;

c) à l'alinéa 19, les 2ème, 3ème et 4ème phrases sont remplacées par les phrases suivantes :

« Une réelle priorité sera accordée à tous les modes de déplacement compatibles avec l'environnement urbain, à savoir les déplacements à pied, à bicyclette, par transport public et par taxi, afin de faciliter également les déplacements individuels professionnels, de chalands et de logistiques de la cité. Les performances des transports publics seront augmentées, le transfert modal sera modifié à leur profit. En conséquence, la politique des déplacements visera à dissuader l'usage de la voiture individuelle principalement pour les déplacements domicile-travail des personnes dont l'emploi est sédentaire et situé au centre de la ville. »;

d) à l'alinéa 20, les mots « répartition modale » sont remplacés par les mots « transfert modal »;

e) l'alinéa 22 est complété par la phrase suivante :

« Cette politique s'appuiera sur les profils d'accessibilité des activités tels que définis au point 4.5.6., à savoir les principes de la localisation ABC de l'emploi. »;

f) le point 13.1. est complété par l'alinéa suivant :

« Il convient d'améliorer l'inter-modalité, c'est-à-dire l'aménagement des arrêts et l'organisation de leur relation avec les autres modes de transport. ».

36° dans le chapitre 13, au point 13.2. intitulé « Les actions relatives à la circulation et au stationnement », le dernier alinéa est complété comme suit :

« , en vue de participer à l'élaboration de directives, règlements et autres initiatives qui nécessitent une coordination entre les communes et la Région. ».

37° dans le chapitre 13, au point 13.2.1. intitulé « Spécialisation des voiries et réhabilitation des espaces publics » :

a) l'alinéa 7 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par protection de la fonction de séjour, il faut entendre l'ensemble des mesures d'aménagement qui visent :

- à réduire la vitesse des automobilistes et à rendre leur comportement plus convivial envers les autres usagers;

- à réduire les nuisances sonores et polluantes mais aussi fonctionnelles et visuelles dues à la forte pression de la circulation (utilisation de matériaux atténuant le bruit, réduction de l'impact visuel de la signalisation, agrandissement et protection des espaces réservés aux piétons,...);

- à protéger la quiétude de l'habitat et à favoriser l'accessibilité des activités riveraines de proximité (commerce, petite entreprise, service, petits équipements,...) »;

b) sous le titre « Réseau de quartier », à l'alinéa 2, une phrase rédigée comme suit est insérée entre la 2e et la 3e phrase :

« Dans les noyaux commerciaux, l'aménagement de voiries permettant la circulation de modes de déplacement mixtes (de type semi-piétonnier) doit être envisagé. »;

c) sous le titre « Réseau interquartier », l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« Certaines voies de ce réseau ont une vocation commerciale dont il sera tenu compte en terme d'accessibilité ou d'infrastructure adéquate, à l'occasion de leur réaménagement. ».

38° dans le chapitre 13, au point 13.2.2. intitulé « Les parkings et le stationnement », sous le titre « Le stationnement et les quartiers commerciaux », à l'alinéa 4 :

a) le 1<sup>er</sup> tiret est complété comme suit :

« , et ce de manière différenciée entre parking en voirie et hors voirie. »;

b) un 3e tiret rédigé comme suit est ajouté :

« - viser la réalisation de zones de livraison hors des voiries, à prévoir lors de la construction de bâtiments de commerce, d'équipement ou de bureaux, ou lors de la réaffectation de bâtiments existants. ».

35° hoofdstuk 13, punt 13.1 « De doelstellingen van het mobiliteitsbeleid » :

a) het zevende lid (huisvestingsfunctie) wordt aangevuld met een bijkomend streepje, luidend :

« - de gemakkelijke toegang tot buurtactiviteiten. »;

b) het dertiende lid wordt aangevuld als volgt :

« Er zal een reflectie worden gevoerd om het beheer van het wegennet te rationaliseren. Daartoe zullen sommige wegen van de gemeenten naar het Gewest worden overgedragen en omgekeerd. »;

c) in het negentiende lid worden de tweede, de derde en de vierde zin als volgt vervangen :

« Er moet concreet voorrang worden verleend aan alle vervoerswijzen die verenigbaar zijn met het stedelijk milieu, met name de verplaatsingen te voet, per fiets, met het openbaar vervoer en met taxivoertuigen. Hierdoor worden ook de verplaatsingen vergemakkelijkt van personen voor beroepsdoeleinden en inkopen en van de logistieke diensten van de stad. De prestaties van het openbaar vervoer zullen worden opgedreven en de mogelijkheden om op een andere vervoerswijze over te stappen, zullen hierop afgestemd worden. Het verkeersbeleid doelt dan ook op een ontraden van het gebruik van de eigen auto, in het bijzonder voor het woon-werkverkeer van de personen met een sedentair beroep in het stadscentrum. »;

d) in het twintigste lid worden de woorden « modale verdeling van de woonst-werkverplaatsingen » vervangen door « het overstappen op een andere vervoerswijze voor de woonst-werkverplaatsingen »

e) het tweeëntwintigste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« Dat beleid zal steunen op de toegankelijkheidsprofielen van de activiteiten zoals bepaald onder punt 4.5.6., met name de principes van de ABC lokalisatie van de tewerkstelling. »;

f) het punt 13.1 wordt aangevuld met het volgend lid :

« De overstapvoorzieningen, d.w.z. de inrichting van de haltes en de organisatie van de relatie ervan met de andere vervoerswijzen, moeten worden verbeterd. ».

36° hoofdstuk 13, punt 13.2 « De acties betreffende het verkeer en het parkeren » : het laatste lid wordt aangevuld als volgt :

« (...), om mee te werken aan de uitwerking van de richtlijnen, verordeningen en andere initiatieven die een samenwerking tussen de gemeenten en het Gewest vereisen. ».

37° hoofdstuk 13, punt 13.2.1. « Specialisatie van de wegen en herwaardering van de openbare ruimten » :

a) het zevende lid wordt vervangen als volgt :

« De bescherming van de woonfunctie omvat alle maatregelen die tot doel hebben :

de snelheid van het autoverkeer te beperken en de gebruiksvriendelijkheid van de autobestuurders ten opzichte van de overige weggebruikers te bevorderen;

de geluidshinder en de vervuiling te beperken evenals de functionele en visuele ongemakken die met de druk van het autoverkeer gepaard gaan (aanwending van geluiddempende materialen, minimale visuele impact van de bewegwijzering, uitbreiding en bescherming van de voetgangerszones,...);

het rustig karakter van de woonomgeving te beschermen en de toegankelijkheid van de buurtactiviteiten (handel, kleine ondernemingen, diensten, kleine uitrustingen,...) te bevorderen. ».

b) in de onderafdeling « Het wijknet », wordt het eerste lid aangevuld als volgt :

« Sommige wegen van dat net zijn geschikt voor handelsactiviteiten; hiermee zal rekening worden gehouden in termen van toegankelijkheid of adequate infrastructuur, naar aanleiding van hun heraanleg. »;

c) in de onderafdeling « Het wijknet », wordt in het tweede lid een zin ingevoegd tussen de tweede en de derde zin :

« In de handelskernen moet men overwegen om de wegen aan te leggen die gemengde vervoermiddelen (semi-voetgangersverkeer) mogelijk maken. ».

38° hoofdstuk 13, punt 13.2.2. « De parkeerterreinen en het parkeren », onderafdeling « Het parkeren in de handelszones », vierde lid :

a) het eerste streepje wordt aangevuld als volgt :

« (...), en dit op zodanige wijze dat er een verschil wordt gemaakt tussen parkeren op en buiten de weg. »;

b) er wordt een derde streepje toegevoegd, luidend :

« - de aanleg van leveringszones buiten de weg als doel hebben; hierin moet worden voorzien bij de bouw van handelszaken, gebouwen voor uitrusting of kantoorgebouwen of bij de herbesteding van bestaande gebouwen. ».

39° dans le chapitre 13, point 13.3.1., intitulé « Le R.E.R. » :

a) à l'alinéa 5, la deuxième phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Dans ces conditions, la réouverture des arrêts désaffectés et la modernisation des arrêts existants sont prioritaires. »

b) à l'alinéa 6, les mots « C'est à l'étude en cours, à ce sujet, » sont remplacés par les mots « Dans ce contexte et quant au tunnel Schumann-Josaphat, c'est à l'étude en cours ».

40° dans le chapitre 13, point 13.3.4. intitulé « Les taxis », un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Le nombre et la situation des zones de stationnement doivent faire l'objet d'une politique volontariste en coordination avec les pouvoirs locaux. L'utilisation par les taxis des zones de livraison en dehors des heures d'ouverture des commerces riverains sera étudiée avec les gestionnaires de la voirie. »

41° dans le chapitre 13, au point 13.4.2. intitulé « Les piétons », l'alinéa 7 est complété par un 4ème tiret rédigé comme suit :

« - des aménagements qui augmentent la sécurité à la sortie des écoles et des autres équipements collectifs. »

42° dans le chapitre 13, au point 13.5.4. intitulé « La modernisation du centre TIR »,

à l'alinéa 2, les mots « un centre de transbordement de camions vers des camionnettes pour desservir le centre ville doit être localisé » sont remplacés par les mots « une plate-forme multimodale permettra le transbordement pour desservir le centre ville; elle doit être située dans ».

B. Dans le document, à valeur indicative, intitulé « Mise en œuvre » du plan régional de développement, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le chapitre 1<sup>er</sup>, intitulé « Dix principes du projet de ville » :

a) au point 1 (premier principe), les alinéas 4 et 5 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Les périmètres de protection accrue du logement sont ceux où les bureaux nouveaux sont strictement limités en surface (par projet) et plafonnés en densité (selon la zone). En zone mixte et moyennant un plan particulier d'affectation du sol, la densité peut néanmoins être un peu plus élevée pour autant que la desserte des transports en commun soit bien assurée.

Les périmètres de protection du logement admettent des bureaux nouveaux de taille plus importante; moyennant un plan particulier d'affectation du sol, la densité admise peut être plus élevée pour autant que la desserte des transports en commun soit bien assurée. »;

b) au point 2 (deuxième principe), les mots « Permettre la modernisation du tissu économique à l'intérieur du tissu urbain lui-même par une préservation du tissu mixte » sont remplacés par les mots « Favoriser le développement et la modernisation du tissu économique par une préservation du tissu urbain mixte »;

c) au point 4 (quatrième principe), la 2ème phrase est complétée comme suit : « et notamment la réfection des espaces publics, l'accessibilité des commerces qui sont vecteurs d'habitabilité et d'attractivité, l'amélioration des équipements publics et la conservation du patrimoine. »;

d) au point 5 (cinquième principe), la 3ème phrase est complétée comme suit : « ainsi que de participer à un meilleur aménagement de l'espace public. »;

e) au point 9 (neuvième principe), à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3ème tiret, les mots « d'une trame verte » sont remplacés par les mots « d'un maillage vert ».

2° dans le chapitre 2, au point 2.4.1. intitulé « Le chemin de fer » :

a) sous le titre « Réseau international - réseau IC-IR », à l'alinéa 5, les mots « : cette liaison est considérée comme non-prioritaire par la Région et sa nécessité est à démontrer. » sont supprimés;

b) sous le titre « Réseau Express Régional (R.E.R.) », à l'alinéa 4, 4ème tiret, le mot « éventuellement » est inséré entre les mots « Evere » et « déplacée sur la ligne 26 ».

3° dans le chapitre 2, au point 2.4.2. intitulé « Le développement du réseau de la S.T.I.B. », à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « gare de l'Ouest » sont remplacés par le mot « Beekant ».

4° dans le chapitre 2, au point 2.5.1.2. intitulé « Le réseau interquartier », sous le titre « Qualité de l'espace public », l'alinéa 2 est complété comme suit :

« et lorsqu'il y a présence d'une activité commerciale, il en sera tenu compte. ».

39° hoofdstuk 13, punt 13.3.1. « Het GEN » :

a) in het vijfde lid wordt de tweede zin vervangen als volgt :

« In dat verband is de heropening van de haltes die buiten dienst zijn gesteld en de modernisering van de bestaande haltes prioritair. »;

b) het begin van het zesde lid wordt gewijzigd als volgt : « Wat de tunnel Schuman-Josaphat betreft, moet de eventuele noodzaak worden aangetoond door de studie die thans uitgevoerd wordt door (...) ».

40° hoofdstuk 13, punt 13.3.4. « De taxi's » : tussen het vierde en het vijfde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend :

« Het aantal en de ligging van de parkeerplaatsen moeten het voorwerp uitmaken van een voluntaristisch beleid in overleg met de plaatselijke besturen. Het gebruiken door de taxi's van leveringszones buiten de openingsuren van de omliggende handelszaken zal samen met de beheerders van de betrokken wegen worden onderzocht. ».

41° hoofdstuk 13, punt 13.4.2. « De voetgangers » : het zevende lid wordt aangevuld met een vierde streepje, luidend :

« - inrichtingen die de veiligheid verhogen aan de uitgang van scholen en andere collectieve uitrustingen. ».

42° hoofdstuk 13, punt 13.5.4. « De modernisering van het TIR-centrum » :

in het tweede lid wordt de eerste zin als volgt vervangen : « Voor het goederenvervoer zal een multimodaal platform het overladen mogelijk maken om het centrum te bedienen. ».

B. In het document met richtinggevende waarde waarvan de titel « Uitvoering » luidt en dat deel uitmaakt van het gewestelijk ontwikkelingsplan, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° hoofdstuk 1 « De tien beginselen van het stadsproject » :

a) in punt 1 (eerste beginsel) worden het vierde en het vijfde lid vervangen door :

« De perimeters voor verhoogde bescherming van de huisvesting zijn die waar kantoren strikt beperkt zijn in oppervlakte (per project) en beperkt inzake dichtheid (volgens het gebied). In gemengde gebieden en onder voorbehoud van een BBP mag de dichtheid evenwel iets groter zijn voor zover de bediening door het openbaar vervoer gewaarborgd is.

De perimeters voor bescherming van de huisvesting laten nieuwe kantoren toe van grotere omvang; onder voorbehoud van een BBP mag de dichtheid groter zijn voor zover de bediening door het openbaar vervoer gewaarborgd is. »;

b) in punt 2 (tweede beginsel) worden de woorden « Zorgen voor een modernisering van de economische structuur binnen de stedelijke structuur zelf » vervangen door « De ontwikkeling en de modernisering van de economische structuur bevorderen door de vrijwaring van het gemengde stadsweefsel »;

c) in punt 4 (vierde beginsel) wordt de tweede zin aangevuld met de woorden « en meer bepaald het herstel van de openbare ruimten, de toegankelijkheid van de handelszaken die de dragers zijn van woonbaarheid en aantrekkelijkheid, de verbetering van de openbare uitrustingen en het behoud van het patrimonium. »;

d) in punt 5 (vijfde beginsel) wordt de derde zin aangevuld met de woorden « evenals bijdragen tot een betere inrichting van de openbare ruimte ».

e) in punt 9 (negende beginsel) worden in het eerste lid, derde streepje, de woorden « groene structuur » vervangen door « groene verbinding ».

2° hoofdstuk 2, punt 2.4.1. « De spoorwegen » :

a) in onderafdeling « Internationaal net - IC-IRnet », worden in het vijfde lid de woorden « deze verbinding wordt door het Gewest als niet-prioritair beschouwd en haar nut moet worden aangetoond » geschrapt.

b) in onderafdeling « Gewestelijk Expresnet (GEN) » wordt in het vierde lid, vierde streepje, het woord « eventueel » ingevoegd voor de woorden « verplaatst op lijn 26 ter hoogte van de Hoedemaekers-square ».

3° hoofdstuk 2, punt 2.4.2. « De ontwikkeling van het MIVB-net » : in het eerste lid wordt het woord « Weststation » vervangen door « Beekant ».

4° hoofdstuk 2, punt 2.5.1.2. « Het interwijkennet », onderafdeling « Kwaliteit van de openbare ruimte » : het tweede lid wordt aangevuld als volgt :

« en wanneer er een handelsfunctie aanwezig is, zal er rekening mee worden gehouden ».



5° dans le chapitre 2, au point 2.5.4. intitulé « La signalisation directionnelle et la gestion des feux de carrefours », l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un nouveau tiret rédigé comme suit :

« - itinéraire spécifique pour les poids lourds à destination du TIR, et des parkings réservés à leur effet et aux autocars. ».

6° dans le chapitre 2, au point 2.5.5.1. intitulé « Réseau de quartier : les aires de trafic local » :

a) à l'alinéa 2, le 5<sup>ème</sup> tiret est remplacé comme suit :

« - des aménagements favorisant la sécurité et la priorité physique aux piétons; »;

b) au 6<sup>ème</sup> tiret, les mots « lorsque la chaussée est suffisamment large » sont remplacés par les mots « lorsque les circonstances locales le permettent ».

7° dans le chapitre 2, au point 2.5.5.2. intitulé « Réseau interquartier » :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit : « et à hauteur de leur liaison avec une voie d'un réseau de niveau supérieur. »;

b) à l'alinéa 2, 1<sup>er</sup> tiret, les mots « en fonction des circonstances locales et » sont insérés entre les mots « étroite possible » et « en tenant compte ».

8° dans le chapitre 2, au point 2.5.5.3. intitulé « Réseau régional », à l'alinéa 2, les mots « , et pour certaines d'entre elles à 70 km/h » sont insérés entre les mots « à 50 km/h » et « ; pour ce faire ».

9° dans le chapitre 2, au point 2.5.7.5. intitulé « Les itinéraires cyclables » :

a) à l'alinéa 3, dernière phrase, les mots « tient compte » sont remplacés par les mots « tiendra compte »;

b) à l'alinéa 4, les mots « 19 itinéraires ont été définis » sont remplacés par les mots « 19 itinéraires sont proposés dont les tracés seront définis après étude : ».

10° dans le chapitre 2, au point 2.5.9.2. intitulé « Approbation », à l'alinéa 3, les mots « et que le réaménagement de l'espace public concoure à la restauration de l'attractivité résidentielle » sont supprimés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 1997 arrêtant le projet de plan régional de développement modifiant les dispositions indicatives du plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995.

Le Ministre-Président et Ministre chargé des Pouvoirs locaux,  
de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,  
Ch. PICQUE

5° hoofdstuk 2, punt 2.5.4. « De bewegwijzering en de regeling van de verkeerslichten » : het eerste lid wordt aangevuld met een nieuw streepje, luidend :

« - specifieke reisweg voor het vrachtwagenverkeer met het TIR-centrum als bestemming, en parkeerterreinen die voor deze laatste en voor de touringcars voorbehouden zijn. ».

6° hoofdstuk 2, punt 2.5.5.1. « Het wijknet : zones voor plaatselijk verkeer » :

a) in het tweede lid wordt het vijfde streepje vervangen als volgt :

« - inrichtingen die de veiligheid en de fysieke voorrang van de voetgangers bevorderen; »;

b) in het zesde streepje worden de woorden « als de rijweg breed genoeg is » vervangen door « als de plaatselijke omstandigheden dit toelaten ».

7° hoofdstuk 2, punt 2.5.5.2. « Interwijkennet » :

a) het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « en ter hoogte van hun verbinding met een weg van een hoger niveau. »;

b) in het tweede lid, eerste streepje, worden de woorden « in functie van de plaatselijke omstandigheden » ingevoegd vóór de woorden « rekening houdend ».

8° hoofdstuk 2, punt 2.5.5.3. « Het gewestnet » : in het tweede lid worden de woorden « en voor sommige ervan op 70 km/uur, » ingelast tussen de woorden « 50 km/uur » en « te houden; »

9° hoofdstuk 2, punt 2.5.7.5. « Fietsroutes » :

a) in het derde lid, laatste zin, worden de woorden « houdt rekening » vervangen door « zal rekening houden »;

b) in het vierde lid worden de woorden « er werden 19 fietsroutes uitgestippeld » vervangen door « Er worden 19 fietsroutes voorgesteld waarvan de trajecten na studie zullen worden bepaald : ».

10° hoofdstuk 2, punt 2.5.9.2. « Goedkeuring » : in het derde lid worden de woorden « en dat de heraanleg van de openbare ruimte inspeelt op de residentiële aantrekkingskracht » geschrapt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 1997 tot vaststelling van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan tot wijziging van de richtinggevendende bepalingen van het gewestelijk ontwikkelingsplan dat op 3 maart 1995 werd vastgesteld.

De Minister-Voorzitter, bevoegd voor Plaatselijke Besturen,  
Werkgelegenheid en Monumenten en Landschappen,  
Ch. PICQUE

#### VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 2155

[C — 97/31256]

#### 30 APRIL 1997. — Collegebesluit nr. 97/110 houdende uitvoering van verordening nr. 96/006 voor de erkenning en subsidiëring van jeugdverenigingen. — Jeugd- en jongerenbewegingen

Het College,

Gelet op de artikelen 127, 128, 135, 136, 163, 166 en 178 van de gecoördineerde Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het Verdrag inzake de rechten van het kind van 20 november 1989, in het bijzonder de artikelen 8, 13, 14, 15, 17, 30 en 31, en op het decreet van 15 mei 1991 houdende de goedkeuring van dit verdrag;

Gelet op het decreet van 22 januari 1975 houdende de erkenning en subsidiëring van landelijk georganiseerd jeugdwerk;

Gelet op het decreet van 9 juni 1993 houdende subsidiëring van gemeentebesturen en de Vlaamse Gemeenschapscommissie inzake het voeren van een jeugdwerkbeleid en het besluit van 1 februari 1994 van de Vlaamse Regering tot uitvoering van dat decreet;

Gelet op de beleidsbrief "Driejarenplan jeugdwerkbeleid 1996-1998";

Gelet op de resolutie van de Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie van 5 februari 1996 houdende de goedkeuring van het driejarenplan jeugdwerkbeleid 1996-1998;

Gelet op het advies van de werkgroep Jeugd van 23 september 1996;

Gelet op het jaarplan 1997 jeugdwerkbeleid;